



Déclaration/récit

Mercredi 25 janvier 2012, 4h du matin, la police arrive, en force, au squat de Viry. L'expulsion commence, une longue et triste journée se prépare.

Alertés par les amis Roms, les soutiens, la presse, quelques élus de Grigny, Juvisy, Evry, Palaiseau, arrivent.

Vers 6h l'expulsion proprement dite commence. Les Roms qui ont préparé quelques balluchons, tenté de sauver quelques petits biens, sortent dignement, homme, femmes, enfants, encadrés par un cordon de policier.

Très vite ils se regroupent sur un parking, à proximité. Rien ne leur est dit quant aux suites possibles, quant aux éventuelles prises en charges. Nous confirmons aux Roms notre soutien, nous insistons sur le fait que tout ce qui sera décidé devra l'être d'abord par eux.

Nul représentant du Conseil général, ni même de la mairie, n'était là pour les soutenir, sinon s'assurer du respect des droits élémentaires, voir du respect de ce qui avait été annoncé.

En effet, des réunions avaient eu lieu, les jours précédents, avec la préfecture, la mairie, le Conseil général, pour « préparer » les suites de cette expulsion. Selon ce qui en était dit, des « hébergements en urgence, avec maintien des scolarisations, avec mise sur pied d'une cellule de suivi social » seraient proposés. Mais la suite va se révéler tout autre, les mensonges vont apparaître.

Vers 6h45 les Roms manifestent vers la mairie. Nous demandons à être reçu par madame le maire. Afin que les Roms soient pleinement associés, partie prenante, nous leur demandons de procéder par vote pour désigner ceux et celles qui vont les représenter, participer aux rencontres, les informer tout au long de la journée.

Les roms élisent alors, à main levée, trois « représentants », deux hommes, une femme.

Une délégation est alors composée avec ces « représentants Roms », avec la LDH, RESF, le Secours Catholique.

A 8h30 nous sommes reçus en mairie.

Nous eûmes un assez long échange durant lequel nous demandons à la municipalité, de nous aider, d'aider ces familles qui sont en lutte, de les aider à se faire entendre, respecter, tant du préfet que du Conseil général. Nous réaffirmons combien nous avons apprécié des actes positifs de leur part, vis-à-vis de nombres de familles Roms à Viry.

La ville va mettre les enfants au chaud durant la matinée, elle fournira deux abris type tonnelle de jardin, pas plus

Comme annoncé, la délégation ainsi composée, se rend ensuite à la Croix Rouge, à Corbeil, vers 10h30. Nous sommes reçus par le directeur de la Croix Rouge de Corbeil. Un entretien très aimable, sincère.

Nous y apprenons que la Croix Rouge ne dispose que de deux hébergements d'urgence en Essonne, que, pour les autres familles, il faudra voir avec les départements voisins, qu'en tout état de cause la Croix Rouge ne pourra héberger toutes les familles. Quant au « suivi social » aux maintiens des scolarisations, le directeur « *vient de comprendre que c'est lui qui en est chargé* ».

Préoccupé du sort des familles, il nous fait savoir qu'il ne dit pas non sur le principe mais que, dans l'immédiat, il ne voit vraiment pas comment faire, encore moins dans cette situation d'urgence.

Il se demande avec quels moyens, dans quels objectifs... bref il ne sait rien de cela...

Nous revenons à Viry. Les Roms, apprenant ce qu'il en est du « *projet d'hébergements avec suivi social* », décident, face à ce mensonge du Préfet, de rester sur place. Nous proposons d'en appeler plus fortement à l'aide du Conseil général. Le processus d'expulsion des bâtiments « gendarmerie » de Viry a été lancé par le Conseil Général. Il s'agit de le rappeler à ses responsabilités, à ses compétences, à ses déclarations sur la lutte contre les discriminations. Outre l'ASEFRR, le Secours Catholique, diverses organisations, dont la LDH, RESF, en appellent de leur côté à l'intervention du Conseil général.

Vers midi, avec l'aide du Secours Catholique, nous préparons un repas. Nous constatons, désappointés, que la mairie refuse de nous aider à chauffer des plats. Finalement ce sont d'autres Roms, habitants, un petit bidonville, ailleurs, qui vont chauffer les boîtes de cassoulet fournies par le Secours Catholique. Toutes et tous apprécieront ce plat chaud.

Les communiqués de presse commencent à faire connaître la situation des Roms de Viry. Le Conseil général annonce enfin la venue de deux élus.

Nous attendons. La mairie ferme la salle où les enfants étaient abrités, ceux-ci se retrouvent dehors.

Finalement, un élu du Conseil général arrive vers 14h30 avec des membres du cabinet de monsieur Jérôme Guedj. Un membre du cabinet de madame le maire de Viry arrive également.

Le Conseil Général tente de nous mettre en accusation, devant la presse, en rappelant que le terrain gendarmerie est prévu pour que des logements sociaux y soient construits. Aider les Roms ce serait donc retarder les constructions de logements sociaux ! Nous rappelons, avec fermeté, que, depuis un an, nous avons demandé, à plusieurs reprises, au Conseil général, d'anticiper avec nous. Nous leur avons dit, redit, que si nous pensions qu'effectivement ces bâtiments devaient être évacués, « *le logement des uns ne pouvait servir de justificatif à la mise à la rue des autres*. D'où nos propositions de table ronde, d'où notre demande d'intérêt pour ce que d'autres départements, villes, réalisent avec des familles Roms.

Mis en difficulté le Conseil général annonce avoir pris la décision de mobiliser les services sociaux, la MDS, pour chercher des solutions.

Nous demandons alors que la « *cellule de suivi social* », se mette en place, pour « *assurer le maintien des scolarisations* » comme annoncé.

Nous insistons fermement pour dire que nous voulons ce « *groupe de suivi social* », même si le préfet n'en veut plus. Puisque nous sommes là tous les quatre, le Conseil général, la Ville de Viry, le Secours Catholique, l'ASEFRR, la décision peut et doit en être immédiatement prise devant les Roms. Nous finirons par obtenir l'engagement de réunir ce groupe de suivi social, rapidement, dès le début de la semaine suivante. Le Préfet étant invité à y participer.

Cet engagement de constitution d'un « groupe de suivi » rassure les amis Roms qui décident alors d'accepter d'aller à la MDS de Juvisy, la ville de Viry ayant prévu un car pour les y emmener.

Nous devons faire remarquer, avec insistance, au Conseil général, aux élus, qu'ils devront assurer un transport des familles entre la MDS et le lieu de l'hébergement qui leur sera proposé. L'accumulation des preuves de l'état d'impréparation du Conseil général, de ce que cela traduit d'inintérêt pour ces familles pauvres est terrifiante.

Dans la MDS un personnel social mobilisé en urgence va se démener pour trouver des hébergements d'urgence. Il sera décidé que ces hébergements s'étendront sur 14 jours.

Très vite diverses questions vont se poser.

Celle du repas. Nous avons la surprise d'apprendre que cela échoit aux associations, en particulier aux bénévoles de l'ASEFRR. Après quelques tentatives pour obtenir l'aide du CG, les amis de l'ASEFRR vont assurer ce « repas » sur place, faute de mieux.

Celle du transport. Il apparaît, comme nous le craignons, que les hébergements se feront parfois très loin, comme, par exemple, pour cette famille, qui bien qu'ayant une fille inscrite au collège, va se retrouver à Villemonble, dans le 93...

La question du transport sur ces lieux d'hébergements d'urgence se pose donc. Le Conseil général ayant dépêché un seul mini-bus, nous devons intervenir à nouveau pour que d'autres moyens soient décidés. Les Roms annoncent qu'il est hors de question qu'ils se voient dans l'obligation de se rendre, par eux même, en pleine nuit, avec les enfants, sur ces lieux d'hébergements et décident de s'organiser pour rester dans la MDS, faute de transport.

La police arrive alors. Visiblement il s'agit de les chasser de les mettre dehors. Soutenus par des élus de Juvisy les bénévoles de l'ASEFRR vont parlementer et finir par obtenir que ce transport sur les lieux d'hébergements soit effectivement assuré, les dernières familles Roms quittant la MDS vers 22h30.

Peu de familles dont les enfants sont scolarisés sont dans un hôtel dans l'Essonne. La majorité des familles sont dans des hôtels du 94, 92, 93 et 95. Nous savons que dans ces hôtels les familles ne peuvent y faire la cuisine que ce sont des conditions de vie qui nous seraient insupportables.

A l'annonce de ces « solutions » les parents pleuraient.

Pas question d'abandonner ces amis qui ont démontré leur courage, leur volonté de lutte, nous allons suivre le « groupe de suivi »